

NOTE DE SERVICE
du ministre de l'agriculture DAS/n° 82-7044 du 13 août 1982 Confirme les instructions contenues dans la circulaire n° 124 du 5 août 1982 CCMSA

Objet : Assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles - Représentation des parties devant la commission des rentes en cas de faute inexcusable

Textes de référence :

- Article L. 468 du code de la sécurité sociale ;
- décret du 29 juin 1973 modifié par le décret du 21 juillet 1982.

La présente note a pour objet d'appeler votre attention sur le décret n° 637 du 21 juillet 1982 modifiant le décret n° 598 du 29 juillet 1973, notamment son article 46.

Selon l'article 28 du décret du 29 juin 1973 susmentionné, il est prévu que la commission des rentes, constituée au sein du conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole et composée de quatre membres, dont deux sont choisis parmi les représentants des salariés agricoles et deux parmi les représentants des employeurs, entend les parties en cas de faute inexcusable.

La commission peut entendre la victime si elle estime que celle-ci a commis une faute inexcusable et, dans l'hypothèse d'une faute inexcusable de l'employeur, elle doit, pour fixer éventuellement la majoration de la rente due à la victime, entendre les deux parties.

L'application de ces dispositions a présenté des difficultés pratiques dans certains cas où la victime ou l'employeur désiraient se faire assister ou représenter par un avocat devant la commission des rentes.

Le décret du 21 juillet 1982 précise que les parties pourront désormais se faire assister devant cette commission soit par un avocat, soit, suivant le cas, par un employeur agricole, par un représentant qualifié d'une organisation syndicale ouvrière ou patronale ou par un délégué d'une association de mutilés et d'invalides du travail.

Ces catégories de représentants sont celles qui sont déjà habilitées à assister les parties devant la commission de première instance du contentieux de la sécurité sociale.

Les parties pourront également se faire représenter par ces mêmes personnes. Dans la mesure où la commission des rentes est un organe administratif, avec mission de conciliation, la présence des parties elles-mêmes est tout-à-fait souhaitable. Néanmoins, il est apparu nécessaire d'envisager leur représentation dès lors qu'un « motif légitime » les empêcherait de comparaître personnellement devant la commission.

La notion de motif légitime doit s'entendre dans le même sens que lorsqu'il est utilisé devant les juridictions prud'homales.

Il appartiendra, en dernier ressort, à la commission, d'apprécier dans chaque cas particulier, si le motif est légitime.

Les représentants des parties, autres que les avocats, devront être expressément mandatés à cet effet.